

*Le socialisme coopératif*, par BERNARD LAVERGNE. Un vol., 5¾ po. x 9, broché, 72 pages.— PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>, 1955

Camille Martin

Volume 33, numéro 1, avril-juin 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001230ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001230ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1957). Compte rendu de [*Le socialisme coopératif*, par BERNARD LAVERGNE. Un vol., 5¾ po. x 9, broché, 72 pages.— PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>, 1955]. *L'Actualité économique*, 33 (1), 186–187. <https://doi.org/10.7202/1001230ar>

Les cours pourraient se répartir en trois sections, selon l'aspect du sujet qu'ils envisagent. La première partie, qui comprendrait les quatre premières conférences, étudie l'expansion économique en elle-même: sa nature, ses nécessités, ses charges, ses risques, ses avantages, ses coûts sociaux et les résistances qu'elle rencontre.

La deuxième partie, qui serait formée des quatre cours suivants, porte des jugements de valeur et attribue à l'expansion ses fins, tandis que la dernière partie, qui groupe les dix autres contributions, vise les réalisations pratiques.

Sur ce dernier plan, le plan pratique de l'action immédiate, signalons trois lignes d'activité qui paraissent à la Semaine Sociale importantes et urgentes: «la préparation de l'avenir des jeunes par l'orientation professionnelle, l'école et l'apprentissage, à la fois conséquence et condition de l'expansion économique...»; «l'aménagement du territoire pour la mise en valeur de la France et l'élimination des disparités géographiques»; «l'humanisation de l'expansion économique par le progrès des relations humaines dans l'entreprise, par la participation des travailleurs aux faits et aux responsabilités de l'expansion, par l'organisation professionnelle et par une représentation efficace des professions dans tous les organismes responsables de l'expansion économique».

Le sujet de la 43<sup>e</sup> Semaine Sociale de France est de portée universelle et l'étude des cours qui y sont donnés est de nature à profiter à tous ceux qu'un problème si profondément humain ne laisse pas indifférents. Camille Martin

**Le socialisme coopératif**, par BERNARD LAVERGNE. Un vol., 5 $\frac{3}{4}$  po.  $\times$  9, broché, 72 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>, 1955.

Entre le régime capitaliste généralement reconnu comme techniquement très efficace mais générateur d'une répartition très inégale des richesses, et le régime communiste, centré sur une distribution plus égale des revenus, mais faible du côté de l'efficacité productive et trop susceptible de dégénérer en dictature, n'y aurait-il pas une alternative, soit un régime qui associerait la justice dans la répartition à l'efficacité de la production et au respect des valeurs individuelles?

Cet ordre nouveau, selon l'auteur, existe et la présente étude vise à la démontrer. On est trop porté à réduire les cadres du régime coopératif aux dimensions du champ de la coopération de consommation du type connu depuis l'avènement du régime. À côté de ces organismes coopératifs, qui ont pour prototype la «Société des équitables pionniers de Rochdale», se sont fondées avec l'appui des pouvoirs publics des coopératives, moins nombreuses mais puissantes qui ont posé leurs assises en pleine industrie: construction et exploitation de chemins de fer, banque, système de distribution de l'eau dans de grandes agglomérations, forces hydrauliques, etc. Ces sociétés nouvelles représentent «le type industriel de la grande entreprise coopérative». Il y a donc lieu d'introduire dans la théorie coopérative une division nouvelle et de distinguer deux catégories de coopératives: les entreprises coopératives libres ou spontanées ou coopératives de consommation proprement dite, telles que connues depuis 1844, et les coopératives autorisées ou publiques qui sont les puissantes coopératives industrielles dont il

vient d'être question et qui sont généralement désignées aujourd'hui sous le nom de régies coopératives. Dans la mesure où ces deux types de coopératives se développent dans un pays, ils établissent un ordre socialiste que l'auteur veut « aussi strict que le socialisme d'État ou collectivisme ».

Le libéralisme classique avait toujours soutenu que le mécanisme capitaliste de la répartition faisait corps avec le mécanisme de la production et le régime de la libre concurrence; et le socialisme est venu corroborer cette affirmation. Le coopératisme a fourni la preuve expérimentale que l'organisation technique de la production et du crédit peut se désolidariser de la répartition des revenus. C'est là le fondement de la supériorité de l'ordre coopératif sur le socialisme étatique.

L'auteur établit sa thèse dans les cadres des résultats obtenus en fait par les organismes coopératifs (Partie I) et de la valeur économique et sociale du socialisme coopératif (Partie II).

Camille Martin

**American Housing and its use**, par LOUIS WINNICK. Un vol., 6¼ po. × 9¼, relié, 143 pages. — JOHN WILEY & SONS, INC., 440, 4<sup>e</sup> avenue, New-York 16, 1957. (\$5.50).

La présente analyse économique de l'utilisation de l'habitation aux États-Unis, basée principalement sur les données du recensement de 1950, aborde un aspect jusqu'ici assez négligé du problème du logement chez nos voisins du sud. Faute de mieux, l'unité de mesure en usage tout au long de l'ouvrage est le nombre de personnes par pièces. C'est à cet unité de mesure que l'on rapporte les principaux facteurs agissant sur les façons d'utiliser l'espace domiciliaire du peuple américain. Ainsi l'étude des rapports entre le nombre de personnes par pièces et le revenu, montre l'influence du revenu sur les façons de se loger; l'étude des rapports entre le nombre de personnes par pièce et l'ampleur de la famille, signale les effets du nombre de personnes à loger et l'augmentation ou la diminution de la famille; on étudie de même l'influence du coût de l'habitation et du taux des loyers ainsi que les différences régionales et raciales. On aborde enfin l'analyse des causes de la tendance à se contenter de logements plus petits et des causes de ce phénomène humain de première importance qui est la défaveur dans laquelle est tombée la famille nombreuse, bien qu'un redressement se soit opéré en ces derniers temps.

Une étude de ce genre dégage des conclusions multiples dont l'intérêt est de tous les jours, telles la concurrence que se font le logement et les autres biens durables et en particulier l'automobile, la constatation que la tendance à se mieux loger n'a pas suivi la courbe ascendante des revenus, que les régions les plus sensément peuplées des États-Unis ne sont pas celles où l'on souffre le plus de l'encombrement des logements, qu'au contraire c'est dans l'Ouest et non pas l'Est que cela se produit, dans les campagnes plutôt que dans les villes, dans les petites villes plus que dans les grandes. Les conclusions de ce travail et celles que l'on est en droit d'espérer d'analyses encore plus poussées, car le présent ouvrage n'est qu'une initiation, sont de nature à orienter tous ceux qui gouvernent la société.

Camille Martin